

CRISE ECONOMIQUE et FINANCIERE ? LE DENI !!

Depuis la crise financière de 2008 déclenchée par la crise des subprimes, les économistes et les capitalistes traditionnels expliquent de façon pathétique que la crise est passée et que tout est sous contrôle.

Ce qui est faux.

Les « politologues », les commentateurs, les « intellectuels », les journalistes sont tous d'accord. Il n'y a pas de crise économique financière du capitalisme, ce qui les obligerait à penser soit son renversement, soit son remplacement.

Non, incapables de s'extraire du cadre économique actuel, ils rivalisent d'invention pour trouver des « solutions » afin que le système puisse perdurer. Soit, leurs solutions sont réduites à l'hexagone, soit elles sont conçues à l'échelle maximale de l'Europe. Les gesticulations de Trump et les droits de douane à géométrie variable auraient pourtant dû leur indiquer que l'économie est mondialisée...

Et évidemment, les politiciens qui briguent les places de pouvoir dans les différents états ont aussi leurs « solutions ». Il s'agirait de « solutions justes et équitables » mais toujours dans le cadre du capitalisme et de la financiarisation.

PETIT ETAT DU MONDE CAPITALISTE EN CRISE ECONOMIQUE !

Il est quand même triste de constater que compte tenu de la quantité d'intellectuels, d'économistes qui peuplent les universités et les « think-tank », nous soyons obligés de rappeler quelques faits et évidences.

• **Les entreprises à travers le monde, dont les émissions obligataires ont presque triplé depuis 2008, font face à un mur d'échéances de remboursement dans les deux prochaines années !. C'est le constat que faisait l'OCDE dès 2018..**

- **Le volume total de la dette contractée sous forme d'obligations par des sociétés non financières s'élevait à la fin 2018 à 13.000 milliards de dollars**, soit plus de 4,5 fois le PIB de la France. Aujourd'hui, ces dettes ont augmenté de 25%
- Au moment où davantage de dettes vont devoir être remboursées ou refinancées, l'OCDE relève « *une dégradation continue de la qualité des obligations* » en dix ans. Ainsi la part des titres notés BBB, soit la note située juste au-dessus de la limite en deçà de laquelle le risque de faillite est considéré comme élevé, est passée d'environ 30% en 2008 à près de 54% dix ans plus tard. Et depuis 2018, cela s'est encore dégradé.
- L'endettement global, acteurs publics et privés confondus, a continué d'augmenter. Il représente aujourd'hui 245% du PIB mondial, en hausse de 70% en 10 ans (La dette privée représente 159% du PIB mondial !), soit plus de 200.000 milliards de dollars de dettes.
- 40% des pays à bas revenus sont dans une situation dramatique du fait de l'endettement...
- Et les USA ont une dette publique de 30 000 milliards de dollars tandis que la dette privée dépasse 15 000 milliards de dollars.
- La couverture de la charge de la dette par les revenus est de 10 fois aux USA (les revenus des entreprises sont 10 fois supérieurs à la charge de la dette. En Europe, elle de 12 fois...

On s'arrêtera là pour dire que, nous communistes démocratiques mondialistes, ne nions pas la crise économique et financière du capitalisme.

LA FUITE EN AVANT !

Pour se sortir de la crise de surproduction capitaliste classique des années 70/80 (parking de voitures neuves plein à craquer devant les usines, etc.), le capitalisme mondialisé a développé une hyper financiarisation tout en reléguant la production des biens dans le Tiers Monde (Chine, Inde, Birmanie, etc.).

Cette échappatoire ne va pas durer longtemps... Puisque de manière chaotique, les crises financières se sont succédées : éclatement de la bulle internet et crise en Amérique Latine dans les années 2000, crise financière des subprimes en 2008/2009...

Pour se sortir de ces crises, la financiarisation mondialisée a développé par l'intermédiaire des gouvernements et des états une politique d'argent facile, de « quantitative easing ». Les banques centrales (FED, BCE, etc.) ont acheté à tour de bras la dette des états et les junks bond pour sauver l'économie capitaliste (plus de 3000 milliards pour la BCE). Parallèlement, les gouvernements et les états se sont appuyés sur cette stratégie pour alimenter les entreprises, baisser massivement les impôts sur les sociétés et sur les actionnaires afin de tenter d'enrayer la baisse tendancielle du taux de profit. Cette politique a été suivie peu ou prou par tous les pays au monde. Avec des résultats plus que médiocres.

Cette politique de quantitative easing a creusé les inégalités sociales, les inégalités entre les pays pauvres et les pays riches. Elle a accentué de manière fantastique l'endettement privé et l'endettement des états.. En quelques années, la France a augmenté son endettement de plus de 1200 milliards, tandis que les USA en sont à 30 000 milliards de dollars de dettes publiques!!

Contrairement à ce que peuvent raconter les économistes à la petite semaine, l'endettement se paie un jour ou l'autre. Et dans une économie où la financiarisation est mondialisée, les fonds d'investissement qu'ils soient vautours ou souverains se tiennent tous par la barbichette. On sait par exemple que les états détiennent des sommes colossales du trésor américain avec dans l'ordre la Chine, le Japon, le Royaume Uni, les pays exportateurs de pétrole, le Brésil, les centres financiers Caraïbes, Taiwan, la Russie... A titre d'exemple aussi, l'Irlande, le plus petit pays d'Europe, détient 311 milliards de dollars de « Tresory Bonds » !! L'absence de remboursement de la dette ou de paiement des intérêts auraient donc des conséquences planétaires.

La politique de quantitative easing amenant à une création monétaire est devenue ingérable créant une inflation importante que l'on a connue dès 2023.

Les banques centrales, les états et les gouvernements ont donc stoppé.

Mise en œuvre pour favoriser la mobilisation de sommes colossales pour relancer l'économie dans des secteurs « nouveaux de croissance » et enrayer la baisse des taux de profits, cette politique n'a pas relancé les investissements dans la production (avec une rentabilité trop faible) mais a engendré une augmentation colossale et artificielle du capital des actionnaires... Les bourses ont atteint les niveaux de 2008 (près de 8000 points pour le CAC 40)

Les fortunes se sont donc accumulées (Arnaud, Pinault, Munsk, Buffet, Abrahamovitch, Max Miller, etc.) alors même que les économies réelles étaient à la peine pour ne pas dire en récession. La Chine est crise de surproduction capitaliste classique qui se double d'une crise immobilière et financière. Plusieurs dizaines de millions de travailleurs chinois sont retournés dans leur campagne... tandis qu'en Europe, l'Allemagne ou l'Angleterre flirtent avec la récession.

On est là... La financiarisation est donc à bout de souffle. Il y a bien les tentatives d'attaquer les protections sociales pour limiter l'endettement, mais celles-ci ne peuvent que susciter conflits sociaux et instabilité

Dans ce contexte de crise économique majeure, la financiarisation veut continuer à faire tourner la machine et sauvegarder son rang. Mais qu'est-ce que la financiarisation ? Serait-ce si abstrait ou nébuleux ? Non... la financiarisation est incarné par des femmes et hommes en chair et en os. On connaît les noms de quelques milliardaires mais c'est sans compter sur l'évolution du capitalisme qui d'une certaine manière s'en remet à une gestion « collective » ! Les fonds d'investissements et les fonds de pension brassent des sommes bien plus importantes que les budgets des états nation. Ils se jouent des états et des frontières.

Les fonds d'investissements (Black Rock (U.S) : 9,07 billions de dollars, Vanguard Group (U.S) : 7,9 billions de dollars, UBS groupe (Switzerland) : 3,52 billions de dollars, Strate street global advisors (U.S) : 3,05 billions, Fidelity investments (U.S) : 2,92 Allianz group (Allemagne) : 2,53, JP morgan (U.S) 2,51, Goldman Sachs : 2,06, Bank of New York Mellon (U.S) : 1,96, PIMCO (U.S) 1,92 ,Morgan Stanley (U.S) : 1,9, Amundi (France) : 1,79) qui gèrent pour le compte de milliardaires et d'actionnaires des sommes colossales ont bien l'intention de continuer à faire des profits à 2 chiffres.

La lutte intra-financiarisation est et sera sans pitié et sans scrupule. Comme cette financiarisation est aux abois, elle a tout intérêt à détruire les institutions internationales (ONU, etc..), le droit international entre pays et évidemment le droit des peuples. Tout devient permis et la prédation devient la règle quel qu'en soit le prix.

IL FAUT SAUVER LE SOLDAT « FINANCIARISATION CAPITALISTE »

Comment dépasser cette crise économique et financière. Dans un contexte de crise, les places deviennent chères et les plus faibles périront. La multiplication des taxes et droits de douanes ne sert qu'à faire le ménage dans la financiarisation et à tenter de récupérer des dizaines de milliards pour réorienter les investissements en espérant une croissance.

En effet, la financiarisation est tellement gangstérisée et parasitaire qu'elle est incapable de mobiliser des capitaux pour réinvestir dans un nouvel eldorado (les puces ?, l'Intelligence Artificielle ?, l'électrique ?). Or continuer comme aujourd'hui aboutit à une impasse même pour les milliardaires de la financiarisation.

Et pour sauver le soldat « financiarisation », il y en a du monde...

- **Les politiques accourent à son chevet !**

Niant totalement la crise économique et financière du capitalisme, ils rivalisent de solutions pour sauver le système. Ils retombent donc sur les mêmes recettes.

Soit, c'est l'illusoire « relance économique » par la relance de la consommation, le vieil adage Keynésianiste.

Soit, il faut développer la politique de l'offre , c'est-à-dire subventionner les entreprises en donnant l'illusion d'une relance des investissements..

En général, les politiciens essaient alternativement l'une et l'autre des « solutions » .

-A partir de 2008, c'est la politique de l'offre qui a agité Hollande et Macron : CICE, subventions directes, exonérations de cotisations, etc.. Selon la commission sénatoriale du 8 juillet 2025, les « aides publiques » aux entreprises seraient de l'ordre de 211 milliards par an. Selon 2 journalistes du nouvel observateur, ce serait 270 milliards d'euros annuels !

Manifestement, cette politique de l'offre a atteint ses limites et ne peut continuer, notamment à cause des charges de la dette qui s'élèveront à 75 milliards en 2026 !! Mais les entreprises qui ont été élevées au biberon de ces milliards ne peuvent s'en passer à cause de leurs dettes privées et de la pression des actionnaires qui revendiquent le maintien de leur rendement. !!

D'où le fait de trouver rapidement, soit des financements, soit des économies. Et le plus simple est de couper dans les dépenses de toute la protection sociale (sécu, retraite, chômage) et de faire baisser les salaires (salaire gratuit pour 2 jours fériés travaillés).

-Et la politique de relance ?

La gauche syndicale et politique semble caler sur cette politique pour espérer maintenir le système capitaliste. Il est clair que nous connaissons ces orientations keynésiennes depuis longtemps qui dans certaines circonstances (après guerre) ont pu donner l'illusion quelques années. On se souvient aussi de Mitterrand en 1983 ou de Tsipras en 2012 en Grèce qui ont rapidement abandonné cette relance par la consommation et sont tombés sur une politique de rigueur et d'austérité. La situation économique est comparable.

- **La taxe Zucman : le gadget pour le peuple**

Faire payer les riches, en voilà une riche idée ! Est-ce que la taxe Zucman est réaliste et faisable ! Bien sûr ! Mais faire croire que le résultat va être royal est une stupidité. C'est ne rien comprendre au fonctionnement du capitalisme financiarisé et mondialisé.

Prenons un exemple très récent : le blanchiment du système CumCum. Les actionnaires non résidents sur le territoire français et possédant des actions d'entreprises cotées en France, doivent s'acquitter des taxes sur les dividendes. Or depuis une vingtaine d'années, plusieurs banques (Crédit Agricole, BNP, HSBC, Société Générale, Natixis, etc..) ont monté une magouille pour que ces actionnaires ne paient aucune taxe et impôt. Pour cela, les banques récupèrent temporairement les actions concernées dans leurs établissements, juste avant la date du paiement des taxes. En effet, la banque ne paie pas de taxe et impôts sur les titres qu'elle détient. Ainsi, la somme qui devait être imposée disparaît des radars du fisc et l'échéance passée, ces actions sont reversées à leur propriétaire initial !

Cela s'appelle le « CumCum » que l'on peut traduire par « gagnant-gagnant ». En échange de dette fraude, le détenteur de ces actions paie une commission à la banque pour échapper à l'imposition. Plus de 13 banques identifiées vantent cette pratique sans aucun scrupule. Selon Le monde, ce sont plus de 140 milliards qui ont été dissimulés. En réalité, c'est sans doute 2 fois plus. S'agissant de blanchiment et de fraude fiscale, le parquet financier a poursuivi les banques... Et le 8 septembre 2025, le Crédit Agricole a payé une amende de 88 millions pour échapper au procès. Résumons : Le Crédit Agricole a touché 50 millions de commissions pour faire en sorte que 33 milliards échappent à l'impôt... Et est condamné à payer seulement 88 millions ! Evidemment, ce blanchiment s'est fait avec l'accord de Bercy et de la plupart des politiques.

Voilà la fiscalité « très contraignante » sur les riches !! Nous ne doutons pas un seul instant que la taxe Zucman suivra le même chemin compte tenu de la mondialisation, de la financiarisation (offshore) et de la corruption galopante.

Personne ne fera l'économie d'une lutte révolutionnaire

Il n'y a pas de miracle... le système capitaliste fonctionne toujours de la même façon. Il draine les richesses à un pôle de la société et accumule la pauvreté à l'autre pôle. Comme dans une batterie, inverser les pôles tout en maintenant le système capitaliste ne produira pas d'effet t

Dans une période d'accentuation de la crise économique et financière (ce que nous avons démontré) donner l'illusion de « corriger » le système économique pour qu'il soit plus acceptable retombe toujours sur les mêmes recettes. Les économistes et les penseurs universitaires de gauche ont leurs solutions pour « sauver » la situation : augmenter massivement la CSG et transformer les cotisations « sociales » en impôt.

Faire payer la population, baisser le coût du travail, diminuer la protection sociale, c'est reconnaître que le capitalisme est en crise financière. Finalement, leurs solutions sont historiquement banales.

La gauche syndicale et politique nie la crise et ne veut surtout pas se poser la question d'un changement radical. Au contraire, pour masquer leur solution austéritaire, elle veut ramener les salariés dans les urnes, c'est-à-dire dans le cadre hexagonal « indépassable » ! En prenant ces orientations, en accumulant les échecs, la gauche alimente l'escalade des mesures protectionnistes et nationalistes.

Il reste donc que nous, communistes mondialistes avons un rôle idéologique majeure pour contrer cette négation de la crise économique et financière du capitalisme et ce délire nationaliste. Il faut d'ailleurs noter que des mouvements peuvent donner de l'espérance : GenZ212 au Maroc, la révolte de la jeunesse au Népal, en Serbie, à Madagascar, en Indonésie. Cela reste embryonnaire et trop encadré par les frontières

Sans prétention mais fermement, nous donnons quelques perspectives dans ce monde qui se délite au profit de la financiarisation capitaliste.

- Pointer notre ennemi, la financiarisation capitaliste
- Organiser idéologiquement les solidarités en créant des comités « peuple-monde » contre la guerre économique et le repli sur les frontières.

Le 21 Septembre 2025